

Questions orales

Nouveau Parti démocratique pour le travail qu'elle a accompli.

Pour ce qui est de l'Éthiopie, le gouvernement partage les sentiments exprimés par la députée de Yukon au sujet de nos obligations internationales. Nous déployons de grands efforts pour nous en acquitter. Nous le faisons notamment par notre Programme d'aide publique au développement et par notre volonté de trouver rapidement une issue pacifique à la crise du Golfe, dont les principales victimes sont précisément les pauvres des pays en développement qui doivent faire face à l'augmentation des prix de l'énergie et à la perte de l'argent que leurs proches travaillant dans les pays du Golfe leur envoient.

Comme mon gouvernement, je m'inquiète du sort de l'Éthiopie. De simples députés ont pensé qu'il serait peut-être utile d'organiser une délégation de députés des trois partis qui irait dans cette région pendant les fêtes. Je pense qu'une telle initiative pourrait être utile. J'ai l'intention de donner suite à cette suggestion.

Nous examinerons ensuite les recommandations que ces députés pourraient nous présenter à leur retour.

Des voix: Bravo!

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Je suis contente, certes, d'entendre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dire qu'il y a peut-être place pour un examen indépendant de la situation en Afrique qui est très grave. J'applaudirais à une telle initiative.

J'ajouterai qu'il existe, dans l'immédiat, un problème que nous connaissons fort bien. Selon Oxfam Canada, on aurait besoin d'un million de tonnes de céréales dans le nord de l'Éthiopie et autant au Soudan. Pourtant, il reste dans les silos de nos agriculteurs, semble-t-il, un excédent d'environ 33 millions de tonnes de céréales dont on ne sait que faire.

Le ministre de l'Agriculture pourrait-il nous dire si le gouvernement canadien songe à acheter ces céréales pour les donner à ces gens dès maintenant car ils ne peuvent pas attendre.

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, comme l'a exprimé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous sommes bien sûr préoccupés par la situation en Éthiopie. Probablement que mon honorable collègue doit être également au courant qu'hier il y a enfin eu une entente de réouverture du port de Massaoua entre le gouvernement et les rebelles. Je crois que c'est quand même une dé-

monstration que tous les pays donateurs ont essayé d'influencer les deux parties en cause de façon à rouvrir le port de Massaoua pour permettre de rejoindre le plus grand nombre possible de gens et ainsi pouvoir venir en aide à la population affectée. J'ai personnellement rencontré, hier ou avant-hier, une coalition d'ONG qui revenait justement de l'Éthiopie, où nous avons échangé ensemble, de façon à pouvoir, au cours des mois qui viennent, répondre efficacement à la crise qui sévit en Éthiopie. Et comme nous l'avons fait l'an dernier, avec la Communauté internationale et avec les ONG canadiens, par lesquels la plupart de notre aide alimentaire parvient au peuple éthiopien, nous continuerons de collaborer de façon à pouvoir aider le plus possible la population éthiopienne.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, durant cette année qui se termine, notre monde a complètement changé. Mais ce que l'on doit réaliser aussi c'est que le monde n'est pas seulement un grand marché, mais il est une grande famille. Je viens de parler de la famine qui est en train de détruire certaines régions de l'Afrique, alors que chez nous au Canada, d'énormes surplus de grain s'accumulent. Ma question est simple: Est-ce que le gouvernement va donner ces surplus à ceux qui meurent de faim maintenant en Afrique?

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, ma collègue sait sûrement que quand il s'agit de fournir de l'aide, de la nourriture aux peuples en détresse en Éthiopie, il faut quand même avoir une coordination des pays donateurs, de façon à pouvoir s'assurer que la nourriture, l'aide alimentaire rejoigne les populations. Et je pense que c'est notre principale préoccupation. Nous sommes prêts, par nos budgets d'aide, comme je l'ai démontré dans les dernières années, à acheter la nourriture et l'envoyer en Éthiopie. Mais ma collègue sait sûrement que la guerre qui sévissait nous empêchait souvent de rejoindre les populations. Nous avons accepté, au cours des dernières années, de livrer la nourriture par les moyens qui étaient à notre disposition avec les pays donateurs, soit par la route du Sud, soit par ce qu'on appelle le *cross border operation*, mais il n'est pas tout simplement question d'envoyer plus de blé et de nourriture, mais de s'assurer que l'aide va se rendre aux populations.

Et c'est dans ce sens-là que j'ai demandé la collaboration des ONG, de façon à s'assurer que toutes les informations et toutes les pressions seraient faites sur les parties en cause, comme le résultat que nous venons d'avoir, l'ouverture du port de Massaoua, qui, je pense, est une grande victoire pour la Communauté internationale, de façon à pouvoir s'assurer qu'un nouveau méca-